



Après un 1er mai historique, le 26 mai : maintenons la pression.

Faisant suite aux imposantes manifestations des 29 janvier et 19 mars, le 1^{er} mai 2009 restera gravé comme un grand moment de mobilisation réalisé dans l'unité syndicale la plus totale. Dans l'Allier près de 6000 personnes ont défilé pour exprimer leur désarroi et leur solidarité face à une crise dont on mesure chaque jour davantage l'ampleur. Pour autant le gouvernement cherche toujours à minimiser la portée de ces manifestations et le patronat, par son silence assourdissant, est bien l'unique responsable du durcissement des actions sur le terrain.

Forts de notre unité d'action syndicale que patronat et gouvernement voudraient bien casser **NOUS DEVONS MAINTENIR LA PRESSION**

En effet et malgré l'annonce de mesures sociales d'une portée très limitée nous sommes encore très loin des propositions et revendications formulées dans la déclaration commune de toutes les organisations syndicales en date du 5 janvier.

Alors que depuis le début de l'année les chiffres du chômage n'ont fait qu'empirer (+ 90000 chômeurs en janvier, + 80000 en février) le gouvernement ne veut pas remettre en cause ses choix financiers, il persiste à vouloir faire des cadeaux fiscaux aux plus fortunés, alors que l'urgence est de mieux répartir les richesses.

Quant au patronat, il refuse de débattre de la répartition des profits dans les entreprises alors que, dans le même temps où il s'octroie des stocks-options et « des parachutes dorés », il annonce des licenciements et des restructurations sans précédent.

Les réformes antisociales conduites par Sarkozy ne font qu'aggraver la situation :

Diminution des emplois dans les services publics

Réformes dans l'éducation nationale, des Universités, de la protection sociale, des hôpitaux

Remise en cause des régimes de retraites complémentaires, instauration de la loi TEPA et du bouclier fiscal, etc....

Salariés, demandeurs d'emploi, retraités, nous devons à nouveau nous faire entendre pour aboutir sur nos légitimes revendications :

- ☞ Défense de l'emploi privé et public
- ☞ Lutter contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales
- ☞ Exiger des politiques de rémunérations qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités en réduisant les inégalités
- ☞ Défense du cadre collectif et solidaire de la protection sociale, des services publics de qualité.

Soutenir les salariés de notre département victimes de licenciement, de chômage partiel.

L'intersyndicale a souhaité que cette mobilisation du 26 mai soit particulièrement organisée en soutien et par solidarité avec ceux qui sont directement touchés par cette crise.

Avec une augmentation du chômage de 26 % en 1 an, le département de l'Allier et sa population souffrent particulièrement et la liste des entreprises ayant recours au chômage partiel ou à des plans de licenciements ne cesse de s'alourdir.

Les premiers à payer les conséquences de la crise ont été les salariés intérimaires et les CDD ; ainsi des entreprises comme Goodyear à Montluçon, Vuitton à St Pourcain, Galva Eclair à Vichy etc. ont renvoyé au chômage leurs salariés sous contrats précaires, souvent parmi les plus jeunes.

Des mesures de chômage partiel ont, ensuite, été imposées par de multiples entreprises (Labinal et CTL à Vichy, Bosch à Moulins, Fonderies de Sept Font à Dompierre, Iveco à Bourbon Lancy, Wavin à Varennes sur Allier, Décor Etalage à Lurcy Levis, Vis Samar à St Pouçain, Bréalu à Vaux, Goodyear à Montluçon, Erasteel à Commentry, etc... Pour les salariés de ces entreprises cela s'est traduit par des pertes de salaires allant de 100 à 400 euros par mois.

Plusieurs plans de licenciements ont, également, été annoncés : Wavin à Varennes sur Allier, Potain et JPM à Moulins, Unither à Bessay sur Allier, Vivanco à Neuilly le Réal, Bréalu à Vaux, Diamecans à Montluçon. Plus scandaleux encore est l'attitude de patrons qui, comme à Frulact St Yorre, se servent de la crise pour annoncer la délocalisation de l'entreprise et ce alors que les carnets de commandes sont pleins.

Refusons la fatalité, exigeons que des mesures soient enfin prises pour ceux qui subissent de plein fouet une crise dont ils ne sont en rien responsables.

Mardi 26 mai 2009 : Journée de mobilisation, d'actions, de grève et Manifestations Départementales à 17 h 00 dans les 3 villes de l'Allier :

Montluçon : départ place Jean Dormoy(St Paul)

Moulins : départ de la Préfecture

Vichy : départ lycée de Presles

Le droit de grève est reconnu dans la Constitution. Même s'il n'y a pas de syndicat dans l'entreprise chaque salarié peut faire grève. Dans le privé il n'y a pas de préavis à déposer.